

À quoi sert le président de la République?

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 20 septembre 2011

LE PLUS. En 2011, à quoi sert le président de la République française ? Avant d'aller voter, peut-être faudrait-il se poser la question...

La Constitution de 1958, confortée par la pratique, en fait "le garant de l'indépendance nationale", pour ne pas dire son incarnation. Mais la réalité du monde, c'est déjà l'interdépendance : nul peuple ne peut espérer lutter seul contre le changement climatique ou les dérives de la finance. En Europe, l'existence de l'euro et du marché unique impliquent déjà un partage étroit de la souveraineté.

Certains pensent que, si le président de la République représente bien la France dans les instances internationales telles que le G20 ou le Conseil européen, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Cet aspect important de la fonction ne doit pas être négligé ; il devrait même peser plus lourd dans le choix des électeurs, souvent concentrés sur la politique intérieure. Mais, si nécessaire soit-elle, l'ouverture internationale du chef de l'Etat est insuffisante : c'est le principe même du morcellement en États qu'il faudrait peut-être repenser.

Obsédés par l'émergence de nouvelles puissances, persuadés que "le monde change", nous finissons par oublier qu'en réalité, le monde ne change guère : son organisation politique reste effroyablement rudimentaire. Dans le meilleur des cas, elle se borne à faire coopérer des États dont la souveraineté est sacralisée et qui, pour cette raison, y répugnent, privilégiant la vue courte. Le résultat est catastrophique : au nom des États, réalité abstraite et récente, nous acceptons de reléguer au second plan l'universalité des êtres humains et la fragilité de la planète. Une partie de la gauche y a déjà un peu laissé son âme, en trahissant l'internationale socialiste par peur du "plombier polonais". Et à droite, ceux-là mêmes qui revendiquent des "racines chrétiennes" oublient trop souvent que la Bible place l'homme et la création avant la nation.

Réalisme

Au nom du "réalisme" voire du "pragmatisme", nous finissons par cautionner de terribles inégalités et des comportements prédateurs irréversibles. Nous nous accommodons de l'inaction en matière environnementale. Nous acceptons la pratique de la peine de mort, les massacres de civils ou l'aviilissement des femmes tant qu'ils sont perpétrés derrière des frontières bien closes.

Dans la zone euro, c'est le souverainisme hors d'âge de nos gouvernements qui fait, en ce moment, des dégâts considérables. Non seulement le Conseil européen n'a pas réglé la crise de l'euro mais, en refusant des solutions communautaires, il l'a probablement aggravée. Ainsi Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont mis le feu aux

poudres, à Deauville en octobre 2010. Et ils n'ont rien arrangé l'été dernier en rebaptisant "gouvernement" de l'euro les réunions du Conseil européen. Les marchés ne sont pas dupes. Ils savent bien que le Conseil n'a ni les moyens d'agir, ni surtout la légitimité démocratique européenne qui serait nécessaire pour jouer un tel rôle.

Désorganisation

Dans cet univers d'interdépendances où il est urgent d'agir, dans une Europe qui se voulait Communauté et qui se mue en congrès de Vienne, à quoi va servir le prochain président de la République française ?

S'accommodera-t-il de la désorganisation du monde et de l'entre-deux où gît la zone euro ? Ou contribuera-t-il à faire naître de nouveaux cadres d'action démocratiques, supranationaux, quitte à sacrifier une partie de ses prérogatives ? Sera-t-il celui qui donnera naissance à une Europe fédérale ?

Qu'il le veuille ou non et quelle que soit sa couleur, la tâche du prochain président de la République pourrait bien être de mener la France vers des horizons que les fondateurs de la cinquième République n'avaient pas imaginés. Cela vaudrait la peine d'en parler un peu plus...